

LOGIQUES DE CHAMP DES MOBILISATIONS TRANSNATIONALES : LA CONTESTATION DU FRANC CFA EN AFRIQUE DE L'OUEST

Marie BOKA

Maitre-Assistant en science politique
Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan
marie.boka.1@gmail.com

Résumé

La contestation du Franc CFA s'organise sur le territoire des États membres de la zone franc ouest-africaine subit des évolutions. La présente étude examine les ressorts d'une mobilisation transnationale de contestation par le biais d'un objet précis, le rejet du franc CFA, par la question suivante : Comment se construisent des mobilisations transnationales de contestation du franc CFA en Afrique de l'Ouest. L'hypothèse est la suivante : de telles mobilisations s'inscrivent dans des logiques de champs suivant un processus de transnationalisation des discours de contestation. Ces discours sont ainsi construits par des réseaux de militants multipositionnés dans des champs géographiquement ou symboliquement éloignés. Empruntant à la théorie des champs de Bourdieu, une observation netnographique non participante et une analyse de discours des acteurs de la contestation, les résultats seront discutés autour de deux axes : les logiques de positions sociospatiales des acteurs du discours de contestation que sont les réseaux transnationaux de militants puis la contestation du Franc CFA, en tant que dimensions symboliques des logiques de prises de position.

Mots clés : Franc CFA; Champ; Contestation transnationale; Mobilisation; Néocolonialisme

SUMMARY

The protest against the CFA franc is being organized in the member states of the West African franc zone, which, like its history, is undergoing changes. This study examines the dynamics of transnational protest mobilization through a specific object, the rejection of the CFA franc, through the following question: How are transnational mobilizations protesting the CFA franc constructed in West Africa? The hypothesis is the following: such mobilizations are part of field logics following a process of transnationalization of resistance discourses. These discourses are thus constructed by networks of activists multipositioned in geographically or symbolically distant fields. Borrowing from Bourdieu's field theory, a non-participant netnographic observation and a discourse analysis of the protest actors, the results will be discussed around two axes: the logics of socio-spatial positions of the protest discourse actors that are the transnational networks of activists and the CFA Franc protest, as symbolic dimensions of the logics of position taking.

Keywords:

Cfa Franc; Field - Transnational Contestation; Mobilization; Neo-Colonialism

* Ce texte provient d'une communication donnée lors du colloque *African Research Matters* organisé par Global Africa du 15 au 18 mars à Saint Louis (Sénégal).

INTRODUCTION

Dakar, 17 aout 2017

Devant des dizaines de manifestants, l'activiste franco-béninois Kémi Séba de son vrai nom, Stelio Capo Chichi brûle un billet de 5000 Francs CFA (FCFA). Ce geste, fait le tour de l'Afrique, provoque l'ire de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) qui porte plainte. Les autorités sénégalaises l'arrêtent le 25 aout avant de l'expulser le 6 septembre vers le Bénin pour menace grave à l'ordre public. Ce ne sera pas la dernière fois qu'il se fera expulser, en Côte d'Ivoire et, au Bénin, il sera détenu à l'aéroport. En brûlant ce billet, un élément focal transformateur des mobilisations naît et le rend visible sur la scène médiatique. Accusé, tour à tour, de séparatisme racial, d'antisémitisme, qualifié d'« afroclown ¹ », la popularité de Kemi Séba sur les réseaux sociaux ne saurait pourtant être remise en cause. Ses comptes Facebook et Twitter rassemblent plus d'un million d'abonnés. Toutefois, ces épisodes récents ne doivent pas faire oublier que la contestation de la monnaie est un phénomène ancien. En effet, la résistance à la monnaie coloniale est d'abord l'œuvre des populations colonisées qui refusaient de les utiliser². Procédant par une véritable internationalisation des politiques publiques coloniales, Français et Britanniques entreprennent la mise en œuvre de stratégies similaires pour imposer leur monnaie. Les puissances coloniales luttent contre les monnaies traditionnelles (cauris, poudre d'or), théosaurisent les monnaies européennes concurrentes (grecques, français et britanniques selon les territoires), obligent le paiement des impôts de capitation notamment dans leur monnaie³. Dans les territoires colonisés, il s'agit du franc de l'Afrique Occidentale française, remplacé par le franc des colonies françaises d'Afrique (F CFA) en 1945. La lutte devient, ensuite l'objet des intellectuels en particulier après les indépendances en 1960. Afana Osendé en 1967, Samir Amin, Tchundjang Puemi en 1980 agissent alors en précurseurs des économistes Kako Nabukpo et Ndongo Samba Sylla par exemple. Enfin, la contestation se poursuit par le biais des activistes sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter).

L'ampleur de ce phénomène mérite analyse car permettant de comprendre les ressentis sociopolitiques, imaginaires et conceptions du rapport au monde dans cette région africaine. Cette étude si elle s'intéresse, de manière incidente, au ressentiment de la politique française en Afrique, a, pour objet principal, les ressorts discursifs de la contestation du Franc CFA. Celle-ci s'organise sur le territoire des États membres de la zone franc ouest-africaine⁴, zone qui, tout comme l'histoire de sa monnaie, subi des évolutions⁵. Quelques pays la quittent (Guinée en 1960, Mali en 1962, Mauritanie en 1973) avant de la réintégrer pour certains (Mali en 1984) ou de demander à y entrer (Guinée Bissau en 1999). Contester le Franc CFA revêt potentiellement une dimension internationale par la composante géographique sous régionale de son utilisation, impliquant des acteurs internationaux comme l'État français et des institutions comme la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

1 Hanne Hamidou, « La fin du franc CFA mérite de meilleurs avocats qu'une tribu de farceurs » *Le Monde*, 2017

2 Seka, Jean-Baptiste, « La crise de confiance en la monnaie française en Côte d'Ivoire, 1893-1929 », *Monde(s)*, vol. 16, n°2, p.203-22, 2019, doi: 10.3917/mond1.192.0203. Tukur, Mahmud Modibbo, *British colonization of Northern Nigeria, 1897-1914. A Reinterpretation of Colonial Sources*, Dakar, Amalion Publishing, 2016, p.298.

3 Turkur, *idem*, p.299

4 Il s'agit des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

5 Wilson James, « Losing currency? The shifting landscape of the CFA franc zones », *Third World Quarterly*, 2021, n° 42, p. 736-754, <https://doi.org/10.1080/01436597.2020.1852078>

(CEDEAO). Encore faut-il qu'elle recouvre les éléments de définition des mouvements sociaux transnationaux.

Selon Tarrow, ces mouvements sont « des groupes socialement mobilisés ayant des membres dans au moins deux pays, engagés dans une interaction soutenue de contestation avec les détenteurs du pouvoir d'au moins un pays autre que le leur, ou contre une institution internationale ou un acteur économique multinational⁶ », la contestation du Franc CFA qui traverse la sous-région ouest africaine en visant non seulement les autorités politiques nationales, mais aussi l'ancienne puissance coloniale, s'inscrit indubitablement dans cette problématique. Elle illustre ainsi un axe société/État/monde⁷ par lequel des causes locales deviennent des « problèmes » pour les médias et l'opinion publique nationaux et internationaux par l'action « transfrontière » d'entrepreneurs de problèmes⁸. Cette transnationalisation des problèmes doit également être remise dans un contexte d'internationalisation, pensé comme structure d'opportunité politique, structure formée de trois tendances interdépendantes⁹. En premier lieu, une dimension horizontale, composée des interactions croissantes entre les États, les fonctionnaires gouvernementaux et les acteurs non étatiques. Ensuite, une dimension verticale d'interactions croissantes entre les niveaux infranationaux, nationaux et international. Enfin, une structure formelle et informelle renforcée qui invite à l'activisme transnational et facilite la formation de groupes de pression et de réseaux d'acteurs non étatiques, étatiques et internationaux. Cette interdépendance des trois niveaux est d'autant facilitée dans le cas du FCFA par le cadre monétaire commun et la mise en résonance des revendications par des communautés d'activistes préexistantes à ces enjeux et disposant d'une capacité de mobilisation déjà établie. Ce processus d'« invention de la contestation » se construit pour Baeza, Bonnefoy et Thiollet¹⁰ en toile de fond d'un « processus d'autonomisation des acteurs contestataires par rapport à la sphère intergouvernementale » interagissant, selon eux, avec un espace public mondial au sens d'Habermas. Cette transnationalisation des actions s'accompagne nécessairement d'une coordination des actions facilitées par l'utilisation des réseaux sociaux dans la sous-région ouest-africaine, utilisation permettant ladite autonomisation. Sur les terrains africains, les mobilisations transnationales sont étudiées au prisme d'acteurs de référence tels que la « société civile » et autres ONGs, en contexte de démocratisation¹¹, au prisme des stratégies d'extraversion de Bayart¹², ou encore en termes de « mondialisation par le bas »¹³. Néanmoins, ce dynamisme du champ

6 Tarrow, Sidney, « La contestation transnationale », *Cultures & Conflits*, n° 38-39, 2000, <https://doi.org/10.4000/conflits.276>.

7 Chalmers Larose, *Odyssée transnationale : enjeux, acteurs, sites : une perspective minimaliste* (PUQ, 2008), 44.

8 Neveu Erik et Surdez Muriel, éd., *Globalizing Issues: How Claims, Frames, and Problems Cross Borders*, Cham, Springer International Publishing, 2020, p. 3, <https://doi.org/10.1007/978-3-030-52044-1>.

9 Tarrow Sidney, « The New Transnational Activism », 2005, 8.

10 Baeza, Cecilia, Laurent Bonnefoy, et Hélène Thiollet « L'invention de la contestation transnationale par les forums et sommets : la naissance d'un "espace public mondial" ? » *Raisons politiques*, vol. 19, n°3, 2005, p.25-43. doi: 10.3917/rai.019.0025.

11 Lafargue, Jérôme, *Contestations démocratiques en Afrique: sociologie de la protestation au Kenya et en Zambie*, KARTHALA Editions, 1996.

12 Bayart, Jean-François, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, vol.5 n°1 1999, p.97-120, doi: 10.3406/criti.1999.1505. Pommerolle Marie-Emmanuelle et Siméant Johanna, « L'internationalisation du militantisme en Afrique », *Alternatives Sud*, vol 17, 2010, p. 229-34, <https://www.cetri.be/IMG/pdf/Pommerolle.pdf>.

13 Perrot Sandrine et Malaquais Dominique, « Penser l'Afrique à l'aune des globalisations émergentes », *Politique africaine*, vol. 113, n° 1, 2009, p.5-27, <https://doi.org/10.3917/polaf.113.0005>.

de recherche sur l'action collective africaine nécessite, pour Siméant, une recontextualisation dans le temps long des pratiques étudiées¹⁴ tout en se gardant de « cécité » quant à l'utilisation terrains africains de concepts importés¹⁵.

Pour appréhender ces réalités, une approche constructiviste des relations internationales demande la détermination de chaînes d'interdépendances en trois flux (Neveu, Surdez *op.cit.*) entre des problèmes potentiels, des entrepreneurs qui les « mettent en problèmes » et des dimensions cognitives et symboliques des mouvements transnationaux. Ces chaînes illustrent un processus de diffusion par lequel idées et pratiques voyagent, se diffusent, d'un mouvement à l'autre sur des territoires différents¹⁶. Ainsi, la contestation du Franc CFA n'apparaît pas spontanément, elle est construite à partir d'un problème potentiel, problème devenant public par la mobilisation de ressources notamment discursives. Cette mobilisation est le fait d'entrepreneurs de problèmes se muant en entrepreneurs de solutions. Ces derniers opèrent dans un champ, un « réseau ou une configuration de relations objectives entre des positions. Positions définies objectivement dans leur existence et dans les déterminations qu'elles imposent à leurs occupants, agents ou institutions, par leur situation actuelle et potentielle dans la structure de distribution des différentes espèces de pouvoirs (ou de capital) dont l'accès aux profits spécifiques qui sont en jeu dans le champ, et du même coup par leurs relations objectives aux autres positions (domination, subordination, homologation) »¹⁷. Si quatre dimensions traversent ce concept de champ, notamment dans les études de sécurité¹⁸, cette étude s'intéresse essentiellement aux deux dernières telles que conceptualisées par Bigo: le champ comme structure sociale évoluant selon la position des agents et leurs ressources dans le champ général du pouvoir et le champ comme structure transversale évoluant au gré de la matérialité des enjeux dépassant la dichotomie national/international. Dans le cas d'espèce, les entrepreneurs de problèmes s'affrontent dans ce champ contestataire pour construire puis consolider une position dominante ayant pour enjeu l'« imposition de la définition légitime de la réalité »¹⁹ en mobilisant le concept d'*habitus* « systèmes de dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations »²⁰. Le champ, champ de forces, et de position, induit un espace de prise de décisions²¹.

14 Siméant-Germanos Johanna, « 6. La transnationalisation de l'action collective », in *Penser les mouvements sociaux*, Recherches, Paris, La Découverte, 2010, p. 121-44, <https://doi.org/10.3917/dec.filli.2010.01.0121>.

15 Siméant-Germanos Johanna, « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, vol.20, n° 2, 2013, p. 125-43, <https://doi.org/10.3917/ripc.202.0125>.

16 della Porta, Donatella, Sidney Tarrow, *Transnational Protest and Global Activism*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, INC.2005, p.3.

17 Bourdieu, Pierre, 1992 cité par Bigo, Didier. « La mondialisation de l'(in)sécurité ? », *Cultures & Conflits*, vol.58, 2005, p.53-101. doi: 10.4000/conflits.1813.

18 Bigo Didier, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? », *Cultures & Conflits*, n° 58, 2005, p. 53-101. <https://doi.org/10.4000/conflits.1813>.

19 Bourdieu Pierre, « Le sens pratique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 2, n° 1, 1976, p. 43-86, <https://doi.org/10.3406/arss.1976.3383>.

20 Bigo Didier, « Pierre Bourdieu and International Relations: Power of Practices, Practices of Power ». *International Political Sociology* vol. 5 n°3, p. 2011.225-58. doi: 10.1111/j.1749-5687.2011.00132.x.

21 Bourdieu Pierre, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 89, 1991, pp. 3-46, <https://doi.org/10.3406/arss.1991.2986>

L'étude examine ainsi les ressorts d'une mobilisation transnationale de contestation par le biais d'un objet précis, le rejet du franc CFA, par la question suivante : Comment se construisent des mobilisations transnationales de contestation du franc CFA en Afrique de l'Ouest ? L'hypothèse est la suivante : de telles mobilisations se construisent autour des logiques de champs, champ de positions et de prises de positions, s'inscrivant dans un processus de transnationalisation des discours de résistances. Ces discours servent de supports aux dimensions cognitive et symbolique d'une contestation construite par des réseaux de militants multipositionnés dans des champs géographiquement ou symboliquement éloignés. Cette étude s'intéresse, dans ce débat autour du Franc CFA, aux activistes des réseaux sociaux. Après avoir déterminé les acteurs composant cette tendance, leurs dynamiques transversales méritent l'attention. Elles sont objet de querelles intestines autour des positions dominantes dans le champ de la contestation, renforcées par des rivalités géopolitiques, qui façonnent et imposent des cadres cognitifs et symboliques des mobilisations étudiées ici. Il faut ainsi examiner les processus intersubjectifs guidant la production et construction de sens autour du rejet du Franc CFA, processus par lesquels les représentations sociopolitiques déjà existantes dans les sociétés ouest-africaines permettent à ces mouvements d'organiser l'histoire et de s'approprier un avenir commun dans une Afrique libre donc décolonisée. Cette étude suppose donc d'identifier les acteurs de création et les structures de production du discours.

Pour ce faire, une méthode en deux temps a été adoptée. L'analyse netnographique, d'abord, par le biais d'une observation non participante a permis de catégoriser les groupes étudiés sur les réseaux sociaux parmi les types de communautés établies par Kozinets²². Elles appartiennent au dernier type, les *building communities*, notamment par la transformation des identités qu'elles peuvent provoquer. Les réseaux sociaux présentent également dans leur cadre narratif un genre particulier dit « reconfiguré » alliant des formes familières du discours (journaux télévisés partagés sur Youtube, par exemple) aux logiques propres de ces plateformes digitales (co-création d'un contenu, commentaires, likes) influençant les algorithmes de référencement des médias sociaux²³. Les comptes Facebook et Twitter des activistes et mouvements anti-FCFA comptabilisant le plus d'abonnés ont, pour ce faire, été recensés. Kémi Séba (Comptes Facebook ouvert en octobre 2009 avec 1.100.000 abonnés et Twitter ouvert en août 2011 avec 119.368 abonnés), Nathalie Yamb (Comptes Facebook ouvert en mars 2010 avec 84.565 abonnés et Twitter ouvert en juin 2012 avec 226.410 abonnés) et le Mouvement Panafricain de Rejet du Franc CFA (MPRFCFA) ont ainsi été retenus²⁴. Dans un deuxième temps, l'analyse de discours a été convoquée par l'examen de la littérature produite par ces acteurs. La diffusion de l'argumentaire s'effectue, ainsi, par la création de supports de communication alternatifs aux réseaux : chaîne de télévision pour Kémi Séba, magazine pour le MPRFCFA. Ce dernier a pour objet d'attirer un autre public « que celui des réseaux, celui des gens qui sont dans leur bureaux ». Il permet la diffusion du récit dans des pays où le mouvement est physiquement implanté : Sénégal, Burkina Faso,

22 Kozinets Robert, *Netnography: Doing Ethnographic Research Online*, SAGE Publications, 2010, p.35-36.

23 Page Ruth, « The Narrative Dimensions of Social Media Storytelling. Options for Linearity and Tellership » dans *The Handbook of Narrative Analysis*, De Fina A., Georgakopoulou A (dir), John Wiley & Sons, Inc., 2015, p.331.

24 Créé en 2017 par Seydou Kalafo, malien vivant en Australie, ce groupe Facebook compte, au 22 novembre 2022, 189.000 abonnés provenant majoritairement de trois pays : Burkina Faso, Sénégal et Mali. Ces comptes ont des communautés très dynamiques : les taux d'engagements sont importants avec des pics de 7% en novembre 2021 pour Kémi Séba Il s'est agi d'étudier les liens qu'ils entretiennent entre eux et avec d'autres, activistes, intellectuels partageant leur cause, et partis politiques. Sur les demandes d'entretiens envoyés, seul Seydou Kalafo, créateur du MPRFCFA, a répondu favorablement.

Mali. Le magazine permet également de suppléer aux activités militantes (manifestation, conférences) entravées par la Covid-19. Si Kémi Séba écrit des livres dans le cadre de ce travail, a été retenu le dernier numéro paru en 2018 du magazine afroféministe, *Reines et Héroïnes d'Afrique*, (RHA) dont sa deuxième femme, Natou Pedro Sakombi, était rédactrice en cheffe ainsi que de son dernier livre *Maternisme, le retour du Féminin sacré primordial*. Le MPRCFA édite un magazine trimestriel Kama Africa (Kama) dont deux articles du numéro 5 ont été analysés. Vingt commentaires issus de la page du MPFCFA ont également été analysés pour éclaircir, illustrer des points précis du discours.

Les résultats seront discutés autour de deux axes. En premier lieu, le discours de contestation du Franc CFA est l'œuvre de réseaux de militants évoluant dans un champ obéissant à des logiques de positions sociospatiales (I). En second lieu, ladite contestation sera analysée par le biais des dimensions symboliques et cognitives permettant des prises de positions (II).

I- LES RÉSEAUX TRANSNATIONAUX DE MILITANTS, LOGIQUES DE POSITIONS SOCIOESPATIALES DES ACTEURS DU DISCOURS DE CONTESTATION.

Le champ de la contestation est enchâssé dans un champ de pouvoir évoluant dans un espace tant national qu'international, un champ de transversalité des positions et prises de positions. Les chaînes d'interdépendance de Neveu et Surdez entre les problèmes et leurs entrepreneurs doivent donc s'apprécier grâce à la multipositionnalité et la transversalité des acteurs engagés dans la contestation (A). Les groupes d'acteurs correspondent bien à cette nébuleuse contestataire évoquée par Sommier²⁵, sur fonds de lutte d'influence internationale (B).

A. LA POSITION SOCIOESPATIALE ET LA TRANSVERSALITÉ DE COMMUNAUTÉS D'ACTEURS EN COMPÉTITION

L'ancrage local d'expressions internationales de l'engagement²⁶ se retrouvent tant au niveau des acteurs s'appuyant sur des structures locales (associations de citoyens, partis politiques voire coalitions) que des objectifs. Communautés diasporique, épistémique et politique se rencontrent et s'affrontent dans un champ nébuleux de contestation marqué par la digitalisation des luttes et des forums d'expression.

1. Communautés diasporiques, épistémiques et politiques en réseaux.

L'observation des profils numériques relèvent trois grands groupes hétérogènes en interaction constante traversant le champ de la contestation : les communautés diasporiques, les communautés épistémiques et des organisations basées localement à visées politiques et sociales. Ces frontières ne sont pas étanches d'où le recours au concept de multiposition

²⁵ Sommier Isabelle, *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001, 128 p.

²⁶ Maineult Thomas, « « Palestine vaincra ! » : acteurs, réseaux et pratiques concrètes de l'engagement en faveur de la cause palestinienne en France (années 1960-années 1980) », *Les Cahiers Sirice*, vol. 27, n° 2, 2021, p. 31-38, <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-sirice-2021-2-page-31.htm>.

entendue comme position sociospatiale, position à l'intersection des profils sociologiques et lieux géographiques de résidence des acteurs²⁷.

Les communautés diasporiques sont composées d'acteurs dont la position sociopatale se définit, au sein des champs nationaux africains et occidentaux, au travers d'une diversité de nationalité, de lieux de résidence et d'activités. Ils « professent une vie duale c'est-à-dire vivent simultanément dans deux pays et qui maintiennent des contacts continus et réguliers au-delà des frontières nationales »²⁸. Ces acteurs sont les plus visibles dans la contestation du Franc CFA sont Bi nationaux, expression juridique par excellence d'une vie duale, Kemi Séba est franco-béninois, Nathalie Yamb, suisse d'origine camerounaise, Natou Pedro Sakombi, belge d'origine congolaise, vivent souvent en Occident, et dans les cas où la binationalité, n'est pas acceptée, renoncent à leur nationalité africaine. Une discordance entre discours et pratiques qu'il faut expliquer. Leurs attaches « au pays » sont alors cultivées ou mises en scène. Kemi Seba crée Urgences Panafricanistes, association basée dans plusieurs pays africains, affiche une volonté de « retour au pays », Nathalie Yamb est membre de Liberté et Démocratie pour la République (LIDER) le parti politique fondé par Mamadou Koulibaly, l'ancien président de l'Assemblée Nationale ivoirienne. La multipositionnalité des lieux s'accompagne d'une multipositionnalité dans les activités. Nathalie Yamb, est par exemple, citée dans l'affaire des Pandora Papers²⁹ et dirige une structure conférant conseil aux entreprises basées en Suisse. Les communautés diasporiques regroupent tant des activistes que des intellectuels, catégories appartenant à des espaces privilégiés de circulation des corps, des idées et des savoirs. De l'aveu de Seydou Kalafo, les membres de la diaspora sont ceux qui initient ces initiatives de contestation. Les pays occidentaux étant plus libres dans la manifestation des libertés d'expression, les africains de la diaspora sont soustraits, selon lui, aux pressions politiques existantes dans leur territoire d'origine (expulsion, interdiction de sortie du territoire).

L'invisibilisation des communautés épistémiques, « collectif de personnes ayant une expertise dans un domaine donné, expertise qui se traduit notamment par des compétences reconnues et par une légitimité et une autorité en matière de production de connaissances »³⁰, historiquement les premières à avoir porté cette lutte, apparaît à l'observation des profils. « La reconfiguration des forces a ainsi marginalisé les premiers entrants » dans le champ³¹. Elles existent et participent à la contestation, loin des réseaux sociaux. Elles s'organisent en réseaux de réflexion comme le Collectif pour le Renouveau Africain est un rassemblement d'intellectuels et d'universitaires du continent africain et de la diaspora. Elles organisent des colloques comme le Colloque sur la réforme du franc CFA en Afrique de l'Ouest en 2022. Ses membres nouent des réseaux de collaboration avec des journalistes, Sylla et Pigeaud par exemple, mais n'engagent pas forcément le dialogue avec le grand public. Cette circulation

27 Koinova Maria, « Beyond Statist Paradigms: Sociospatial Positionality and Diaspora Mobilization in International Relations », *International Studies Review*, vol. 19, n° 4, décembre 2017, p. 597-621, <https://doi.org/10.1093/isr/vix015>.

28 Portes Alejandro, « Introduction: The Debates and Significance of Immigrant Transnationalism », *Global Networks* 1, n° 3, 2001, p. 181-94, <https://doi.org/10.1111/1471-0374.00012>.

29 ICIJ Offshore Leaks, « Hutchinson Hastings & Partners LLC | ICIJ Offshore Leaks Database », 2013, consulté le 1 novembre 2022, <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/240550455>.

30 Meyer Morgan et Molyneux-Hodgson Susan, « « Communautés épistémiques » : une notion utile pour théoriser les collectifs en sciences ? », *Terrains & travaux*, vol. 18, n° 1, 2011, p. 141-54, <https://doi.org/10.3917/tt.018.0141>.

31 Bigo, *op cit*, 2005

internationale des idées³² s'accompagne ainsi de débats techniques peu accessibles au grand public, créant des acteurs et des lieux invisibilisés dans ce champ contestataire le structurant en deux catégories avec d'une part les groupes dominants et d'autre part, les dominés. Elles n'apparaissent au public peu averti qu'au détour d'un « buzz », querelles entre membres de communautés différentes.

Les acteurs politiques, partis politiques et organisations de la société civile, quant à eux, mettent en résonance la contestation contre le Franc CFA au profit d'autres luttes. Il faut distinguer ici selon les territoires les acteurs politiques ouest-africains et les partis politiques européens. Dans la sous-région ouest-africaine, des associations citoyennes et des coalitions de partis politiques d'opposition au régime en place, rejoignent cette lutte de manière incidente et ponctuelle. Les thématiques du FCFA n'étant pas leur objectif principal mais un accessoire de leur revendication, ils articulent cet axe triangulaire société/État/monde des revendications. Ainsi, *Y'en a marre*, mouvement citoyen sénégalais, célèbre pour avoir participé de manière décisive à la défaite électorale du président Abdoulaye Wade, se sent d'une proximité idéologique avec cette contestation. Il en est de même de la Coalition *Copa-BF* du Burkina dont le *Mouvement Panafricain* participe à la diffusion de l'argumentaire.

À l'international, la dénonciation du FCFA s'inscrit dans une stratégie discursive de légitimation de leurs actions par les partis d'extrême droite français et européens interagissant avec les communautés diasporiques. Kemi Séba a ainsi été reçu par le Mouvement populiste italien cinq étoiles (M5S) qui va reprendre ses codes et sa rhétorique. Le député italien du M5S, Di Battista, va ainsi déchirer un faux billet de Franc CFA à la télévision italienne en dénonçant l'état de servitude coloniale perpétuée par cette monnaie. De même, dans des propos tenus sur RTL le 20 janvier 2019 et retranscrits par *Le Monde*, Luigi di Maio s'emparait également de cette problématique pour justifier sa politique migratoire : « À partir d'aujourd'hui, ceux qui veulent débarquer en Italie, on va les emmener à Marseille. Je vais demander des sanctions contre les pays qui colonisent l'Afrique. La France imprime le franc dans les colonies pour financer une partie de sa dette : pour laisser les Africains en Afrique, il suffirait que les Français restent chez eux ». Cette reprise, si elle justifie une politique exclusionniste, permet néanmoins la publicisation de cette contestation en dehors d'un espace ouest-africain. Les figures de proue de la lutte jouent le rôle de maillères de réseaux au sens de Boltanski³³ permettant d'interconnecter des réseaux de lieux et de positions au service d'une même revendication. Néanmoins, cette protestation commune masque mal des tensions entre ces différentes communautés.

2. Les divisions structurelles d'une mobilisation : logiques concurrentielles de légitimation.

Les divisions observées opposent communautés épistémiques et d'activistes de la diaspora, puis les réseaux d'activistes eux-mêmes. Ces interactions conflictuelles entre antagonismes d'intérêt et de valeurs ont pour toile de fond des objectifs de visibilité, de représentativité dans l'espace de lutte. La transversalité du champ s'apprécie donc également aux points de ruptures entre acteurs aux buts communs. Ces points de rupture illustrent des logiques concurrentielles d'accès aux ressources et lieux de pouvoir, d'entrée dans le champ et de fermeture de celui-ci, de stratégies de légitimation.

32 Bourdieu Pierre, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 145, n° 1 (2002): 3-8, <https://doi.org/10.3406/ars.2002.2793>.

33 Boltanski Luc, Chiapello Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, [1998], 2011

Entre activistes, le choix des répertoires d'action anime des tensions. Les membres du mouvement béninois « sortir du Franc CFA » privilégient un répertoire classique : action en justice et manifestation, seul ou en concertation avec d'autres mouvements. Les prises de position extrêmes de Kemi Séba révoltent le mouvement béninois Stop au Franc CFA. Ces divisions marquent ensuite une compétition pour les ressources de légitimation par l'utilisation d'une stratégie polémique³⁴. Les activistes n'ont pas les ressources académiques nécessaires, les diplômes, grades et titres universitaires, conférant légitimité du droit à la parole sur des sujets aussi techniques. Les registres et les codes diffèrent entre milieux. Le rééquilibrage du rapport de force en présence suppose nécessairement une entreprise de discrédit de ces capitaux au sens bourdieusien du terme. La conversion d'un capital culturel en capital politique devient source de méfiance.

Ces critiques, au caractère populiste, entre des activistes du peuple, donc *du bien*, contre des intellectuels *vendus*, appartenant au camp *du mal* participent une érosion de la validité des arguments des communautés épistémiques. Ainsi, quand Nathalie Yamb, qualifie le colloque de Lomé de trahison et de complot contre l'Afrique, le 16 mai 2021, un internaute lui répond « Ma déception c'est Kako Nubukpo. Comment peut-on rédiger un texte dénommé servitude monétaire puis aller bosser dans une institution néocoloniale qu'est l'UEMOA. Après ce sont les Felwine Sarr, Achille Mbembé et Alain Mabankou qui iront se prostituer à Montpellier ». Cet argumentaire manichéen stigmatise toute réflexion de fond mais apporte visibilité à son auteur. A contrario, le style est plus nuancé chez les intellectuels. Felwine Sarr dans une tribune adressée au quotidien Le Monde, en 2017, s'exprimait ainsi à propos de Kémi Séba « On peut ne pas adhérer à sa méthode, à son propos simpliste, à ses théories du complot, à ses excentricités, au traitement caricatural qu'il fait d'une question dont la réponse est plus complexe que la binarité d'un oui ou d'un non³⁵ ». Ces divisions illustrent aussi une compétition pour l'accès aux réseaux du pouvoir étatique. Achille Mbembé et Kako Nubukpo ont accès aux gouvernants « honnis », gouvernements paradoxalement seuls capables d'impulser les changements souhaités. Ainsi le seul opposant au FCFA auditionné par le Sénat français, est Kako Nubukpo, doyen de la faculté de sciences économiques de l'Université de Lomé, ancien ministre de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques du Togo sous la présidence Faure Gnassingbé de 2013 à 2015.

La visibilité obtenue par cet élément de scandalisation³⁶ ne sert pas seulement à mobiliser pour une lutte, elle est également rémunératrice. Les activistes vivent des réseaux sociaux par la monétisation des pages Facebook ou des comptes Youtube. Ce n'est pas une source anodine de revenus pour ces activistes. Suite à la démonétisation de sa page Facebook, Nathalie Yamb a dû ouvrir une cagnotte *GoFundMe*. L'activisme sous sa forme de « Commodity activism, », concept étudiant les paradoxes inhérents « à greffer la philanthropie et l'action sociale sur les pratiques de merchandising, les incitations des marchés et les profits des entreprises³⁷. Cette campagne *GoFundMe* joue, en effet, sur des représentations selon

34 Charaudeau Patrick, « L'argumentation n'est peut-être pas ce que l'on croit », Revue Le français aujourd'hui, n°123, 1998, <http://www.patrick-charaudeau.com/L-argumentation-n-est-peut-etre,223.html>

35 Sarr, « Franc CFA : « De quoi le geste de Kémi Séba est-il le nom ? » », *Le Monde.fr*, 28 août 2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/28/franc-cfa-de-quoi-le-geste-de-kemi-seba-est-il-le-nom_5177645_3212.html.

36 Offerlé, Michel, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIIIe - XXIe siècles) », *Politix*, vol. 81, no. 1, 2008, pp. 181-202.

37 Mukherjee Roopali et Banet-Weiser Sarah, *Commodity Activism: Cultural Resistance in Neoliberal Times*, NYU Press, 2012, p.44.

lesquelles, consommer éthique=faire le bien. En creux, peut surgir une véritable « exploitation des immobiles par les mobiles »³⁸.

Cette lutte des légitimités, lutte pour une position dominante au sein des champs de la contestation du Franc CFA se construit dans un espace international, espace anarchique de rivalités mimétiques entre puissances.

B. LOGIQUES DE RIVALITÉS INTERNATIONALES ET CONSTITUTION DE CAPITAL POUR LES MOBILISATIONS

Les rivalités géopolitiques, dans le cadre de la monnaie, fonctionnent sur des bases régionales autour du contrôle de la monnaie : Nigéria contre Côte d'Ivoire mais aussi internationales comme la France et la Russie autour des positions militaires. Ces mobilisations transnationales sont au cœur de ces enjeux stratégiques car elles ont pour fonction de légitimer des positions.

1. Les rivalités régionales de puissances autour de l'Eco, capital de contestation du FCFA.

La monnaie ne comporte pas qu'une dimension économique, elle est également politique. Selon Aglietta, « *toute économie repose sur la monnaie en tant que puissance publique.* » La contestation du FCFA a entraîné le réexamen du projet de monnaie commune aux pays de la CEDEAO, l'Éco. Sa mise en œuvre entraîne néanmoins, parmi les pays membres, des rivalités de positionnement stratégique en tant que puissance régionale. Ces tensions entre Côte d'Ivoire et Nigeria quant à l'Eco se matérialisent autour de deux éléments géopolitiques qui freinent sa mise en œuvre. Le Sénat français résume la situation en ces termes : « Le Nigéria et, plus généralement, les pays anglophones de la CEDEAO, se méfient également du rôle de la France dans la gestion de la Zone franc, le percevant comme une ingérence dans les affaires monétaires des pays de l'UMOA », d'une part, et, d'autre part, « L'intégration du Nigéria pourrait déstabiliser la zone [UMOA], du fait de son poids économique écrasant. Le PIB du Nigéria représente deux tiers de celui de la Cédéao et plus de trois fois celui de l'UEMOA, qui s'élève à environ 150 milliards de dollars ». Ces tensions géopolitiques anciennes et concernent le rôle de la Côte d'Ivoire dans la guerre du Biafra ou encore des questions de leadership de la force d'invention de la CEDEAO, l'Ecomog. Elles se recristallisent aujourd'hui autour de l'Eco. Un exemple est la réaction de Muhammadu Buhari, le président nigérian le 23 juin 2020, face au changement de nom de la monnaie des États francophones qui, du FCFA devient Eco. Ce passage qui témoigne pour Buhari d'un manque de confiance et de dialogue de la part de ses partenaires francophones, menaçait de « disloquer la CEDEAO ». Au-delà d'une simple rivalité entre élites ivoirienne et nigériane, ces tensions illustrent des divisions entre anglophones et francophones concernant cette monnaie³⁹.

Si ce projet d'union monétaire semble depuis la pandémie de Covid-19 à l'arrêt, ces rivalités sous régionales intègrent les discours de contestation du Franc CFA. Plusieurs axes de cet argumentaire en appellent à un développement économique de l'Afrique

38 Boltanski Luc, Chiapello Eve, « Inégaux face à la mobilité », *Revue Projet*, 2002, <https://www.revue-projet.com/articles/2002-3-inegaux-face-a-la-mobilite/7440>.

39 Ntongho Rachael, « The Political Economy of a Monetary Union in ECOWAS : The Case of the ECO Currency », in *Monetary and Financial Systems in Africa*, 2022, pp.123-141, doi :10.1007/978-3-030-96225-8_6,

francophone sur le modèle de l'Afrique anglophone. D'abord, par l'avatar d'une colonisation britannique supposément plus douce, plus égalitaire que la colonisation française, permettant ainsi aux anciennes colonies britanniques d'être pleinement indépendantes et développées⁴⁰. C'est cette conception qui permet aux politiques d'abandon du français comme langue officielle au profit de l'anglais d'être salué par les membres du MRPCFA. Ainsi dans le cadre du processus constitutionnel malien pouvait-on lire le 15 octobre 2022 : « Le «français» était la langue officielle du Vietnam...et la suite on la connaît. Un Mali souverain ne peut avoir le «français» comme langue officielle. Il faut donner la place qui revient au «bamanan kan» dans la nouvelle constitution et s'octroyer les moyens à long et moyen terme pour qu'elle remplace définitivement le «français» dans nos administrations. »

Ensuite, la figure omniprésente du Nigéria qui serait un « géant économique et démographique » de l'Afrique de l'Ouest, parce qu'il a sa propre monnaie, le naira. Un contraste est mis en scène. Le FCFA est un frein au développement des États francophones alors que le Naira a développé le Nigeria : « C'est le Nigéria, l'œuvre du naira. Les États qui aspirent à devenir des géants ne côtoient pas avec la servitude monétaire ». Cet axe discursif mettant en scène les performances économiques du Nigéria se double d'admiration pour ses milliardaires : « L'économie nigériane est contrôlée par des Nigérians, des Africains. Ces milliardaires en dollars sont des fiertés africaines. Nous sommes toujours à la recherche d'un milliardaire en US \$ dans la zone C.F.A » en avril 2021 ou encore « ALI DANGOTE, UN VRAI CAPITAINE D'INDUSTRIE !⁴¹ #UneautreAfriqueestpossible » en mars 2020. Nulle part n'est évoquée la forte dépendance envers les exportations de pétrole ou les avantages procurés, à la fois, par sa superficie et son potentiel démographique. Sont également omis les défis environnementaux et sécuritaires du géant africain. Cet argumentaire traduit en résonne en toile de fond avec le postulat du triangle magique (État-Nation-Développement) de l'autoritarisme en Afrique⁴². Cette admiration pour le Nigéria se double d'une admiration de la Russie, illustrant des luttes de puissances dans la région.

2. Les rivalités géopolitiques entre la France et la Russie, catalyseurs de contestation du FCFA.

Depuis 2017, année où Wagner, le groupe de sécurité privée russe remplace, sur le terrain des opérations en Centrafrique, l'armée française, les deux puissances se livrent une guerre d'influence en Afrique. La diffusion de leur *soft power* respectif, dimension non coercitive de la puissance basée sur la persuasion⁴³, s'effectue par le biais d'une guerre communicationnelle sur les réseaux sociaux, combinant deux stratégies.

Les stratégies de la désinformation et de rétablissement de la vérité, *debunkage*, d'abord. Celle-ci s'effectue par la création de faux-comptes et d'avatars afin de diffuser l'argumentaire de la puissance d'origine. Facebook a recensé et fermé « 84 comptes, six pages, neuf groupes Facebook ainsi que quatorze comptes Instagram » lié à l'appareil militaire français,

40 Alexander Lee et Kenneth Schultz, « Comparing British and French Colonial Legacies: A Discontinuity Analysis of Cameroon », *Quarterly Journal of Political Science* 7, n° 4 (17 octobre 2012): 365-410, <https://doi.org/10.1561/100.00011022>; James R. Fichter, « Britain and France, Connected Empires », in *British and French Colonialism in Africa, Asia and the Middle East: Connected Empires across the Eighteenth to the Twentieth Centuries*, éd. par James R. Fichter, Cambridge Imperial and Post-Colonial Studies (Cham: Springer International Publishing, 2019), 1-15, https://doi.org/10.1007/978-3-319-97964-9_1.

41 En majuscule dans la publication originale.

42 Bourmaud Daniel, 2006, « Aux sources de l'autoritarisme en Afrique : des idéologies et des hommes », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 13, n°4, 2006, p. 625-641, doi : 10.3917/ripc.134.0625.

43 Nye Joseph, *Soft Power : The Means To Success In World Politics*, PublicAffairs, 2004, 208p.

contre 63 faux comptes, 29 pages et sept groupes sur Facebook et un compte Instagram dans le camp russe⁴⁴. Pour la partie russe, cette stratégie de désinformation s'organise, également, autour du recrutement de certains activistes anti-FCFA par le financement de leurs activités et la circulation d'une russophilie assumée. Ainsi, selon le département d'État américain⁴⁵, Kemi Séba et Nathalie Yamb, la dame de Sotchi, font partie de la « galaxie Evgueni Prigojine », oligarque proche de Vladimir Poutine et fondateur du groupe de sécurité privée Wagner. Cet affrontement, véritable démonstration de cyberpuissance, est le fruit d'organismes étatiques spécialisés. La stratégie française s'est organisée à rebours autour de deux structures : le Commandement de la cyberdéfense (COMCYBER), chargé de « la conception, la planification et la conduite des opérations militaires dans le cyberspace » ainsi que le Centre interarmées des actions sur l'environnement chargé d'analyser et de comprendre l'environnement humain, de plus en plus complexe, des opérations dans lequel évoluent les forces françaises. Ainsi, sur les réseaux sociaux, « Les armées mènent la guerre informationnelle sur les théâtres extérieurs » selon le Général Lecointre, chef d'État-major des armées françaises en 2020.

Cette galaxie serait pour le département d'État, composée de l'Association pour la recherche libre et la coopération internationale (AFRIC), de la Fondation de la protection des valeurs nationales (FZNC), et de la chaîne de télévision Afrique Media. Par le biais de ces structures, ces activistes diffusent pour le compte de la Russie un discours reprenant la rhétorique du Kremlin. Invité de l'Institut d'État des Relations Internationales de Moscou pour y donner une communication en 2022 sur « le rôle du panafricanisme dans la résistance multipolaire à l'hégémonie et à l'impérialisme d'Occident », Kemi Séba y égrène un discours-type. Organisé autour de deux éléments, il mobilise dans un premier temps, une stratégie discréditant le rôle de l'armée française au Sahel : « Cette [...] oligarchie de France qui a détruit la Lybie, qui a assassiné le colonel Kadhafi, alimentant, générant, structurant le terrorisme et la déstabilisation au Sahel... [se présentant] comme un pompier voulant éteindre le feu qu'ils ont pourtant allumé au Sahel » (5mn19). Dans un temps second, un soutien à l'offensive russe en Ukraine décrite comme une « guerre que l'Otan mène contre la Russie » par le biais d'« ukrainiens instrumentalisés par Zelenski » (11mn40) légitimant l'action russe à l'international. La stratégie française de lutte contre l'influence russe en demi-teinte avec l'utilisation de techniques maladroites⁴⁶. Les expulsions, interdiction d'entrée sur le territoire renvoie l'image d'une puissance affaiblie, consolide une légitimité dans les cercles militants, suscite une rhétorique de la persécution. De plus, la nouvelle stratégie de communication sans intermédiaire d'Emmanuel Macron discrédite certains intellectuels africains et amplifie la contestation dans les milieux de la « société civile incivile »⁴⁷. Ces activités ramènent à une certaine « confiscation » de la société civile de l'autre⁴⁸.

44 Reltien Philippe, « Les faux comptes Facebook de l'armée française au Mali au cœur d'une guerre d'influence entre France et Russie », France Inter, 5 février 2021, <https://www.radiofrance.fr/franceinter/les-faux-comptes-facebook-de-l-armee-francaise-au-mali-au-coeur-d-une-guerre-d-influence-entre-france-et-russie-6468065>.

45 Département d'État américain, « La campagne de désinformation d'Evguéni Prigojine dans toute l'Afrique », *United States Department of State* (blog), consulté le 23 novembre 2022, <https://www.state.gov/la-campagne-de-desinformation-devgueni-prigojine-dans-toute-lafrique/>.

46 Quenel, Nicolas « Afrique : les influenceurs africains inquiètent Paris », 20 mai 2022, <https://www.marianne.net/monde/afrique/de-kemi-seba-a-franklin-nyamsi-les-influenceurs-anti-france-attisent-le-mecontentement-populaire-en-afrique>.

47 Duarte Laurent, « Emmanuel Macron et le théâtre de la « société civile » - Analyse », *Afrique XXI*, 7 novembre 2022, <https://afriquexxi.info/Emmanuel-Macron-et-le-theatre-de-la-societe-civile>.

48 Badie Bertrand, *Inter-socialités : le monde n'est plus géopolitique*, Paris, CNRS Éditions, 2020, 225p.

Ces stratégies communicationnelles accompagnent, ensuite, des impératifs militaro-stratégiques par une mise en scène de l'efficacité du groupe russe Wagner. Signe de déclassement de la France⁴⁹, la russophilie accompagne une francophobie du discours anti-FCFA : « La coopération militaire engagée entre Bamako et le Kremlin, concrétisée par la présence des forces russes sur le sol malien démontre la vision d'un dirigeant libre dans la gestion du pouvoir émanant de l'État » (Kama,5a). « La quête du progrès et de l'innovation, mue dans un sentiment de liberté, pousse la grande majorité des africains à se défaire de l'ex colon-nostalgique de ses années de gouroufication. » (Kama,5b) continue l'article. « Dégage France terroriste vampire. Dégage l'armée française du sol malien » pouvait-on lire dans les rues de Bamako en février 2022. Les dimensions symboliques et cognitives poursuivent des considérations de légitimation et de représentativité de la lutte. Néanmoins, comme le signalent Pommerolle et Siméant, « parler au nom de l'Afrique comporte une double contrainte et censure : critiquer la misère sans tomber dans le misérabilisme et célébrer la capacité d'action sans donner dans le populisme ⁵⁰ ». Situation qu'elles décrivent comme la mise en perspective d'une « Afrique agie et une Afrique actrice ». Ce paradoxe apparaît dans la construction symbolique de la contestation du Franc CFA.

II. LA CONTESTATION DU FCFA, DIMENSIONS SYMBOLIQUES DES LOGIQUES DE PRISES DE POSITION.

À partir des positions élevées, selon Bourdieu, le monde social se donne comme une représentation théâtrale⁵¹. Ainsi, les entrepreneurs de problèmes dominants dans le champ imposent leur représentation du monde social en dénonçant l'utilisation du Franc CFA autour d'un récit porteur de sens. Les récits, selon Lynch « mettent en évidence l'action d'individus ou de groupes particuliers en racontant une histoire avec une intrigue et des personnages principaux. » Ces entrepreneurs de problèmes se muent alors en entrepreneurs d'identité (A) rêvant de devenir africains possibles (B).

A. LES ENTREPRENEURS DE PROBLÈME, LOGIQUES DE PRISES DE POSITIONS COMME ENTREPRENEURS D'IDENTITÉ

Pour une Afrique actrice, capable d'agir sur son destin, la question de son identité, qu'elle soit choisie ou construite, est centrale. La quête d'identité proposée par les entrepreneurs se structure autour d'un discours messianique, convocation hétéroclite des grands héros disparus (Mouammar Kadhafi, Thomas Sankara, Cheick Anta Diop) et des souvenirs historiques marqueurs d'époque (esclavage, racisme, colonisation), participant à la création d'un véritable *melting pot* de la pensée. L'identité proposée s'articule autour des bouillonnements culturels et ethniques d'une citoyenneté africaine multidimensionnelle⁵² formant une trame narrative de fierté africaine.

49 Vircoulon Thierry, « France-Afrique: l'autre symbole du déclassement français », *Diplomatie*, n° 116 (2022): 60-63.

50 Pommerolle, Siméant, *op.cit.*, 2008, p.172-173,

51 Bourdieu Pierre, « Le sens pratique ». *op. cit.*, 1976

52 Ndiaye, Astou Ndeye, « La laborieuse conception de la citoyenneté africaine autour des concepts d'ethnicité et d'identités culturelle », *Revue Béninoise de Science Po (RBSP)*, vol 5, n°1, 2021, p.133-163.

1. La construction symbolique des protagonistes de la lutte de libération africaine.

Les récits suivent ici une construction subversive de la résistance des faibles à l'hégémonie des plus forts⁵³. Deux premières catégories de personnages se dégagent suivant les lignes des caractéristiques énonciatrices du discours⁵⁴ : le « Eux », les mauvais, et le « Nous », les héros reflétant une séparation entre « in-group » et « out-group »⁵⁵. Le caractère transnational de la lutte transparait dans une construction intégrant une dimension régionale et internationale des protagonistes. Le « Nous » ne va englober que les « panafricains authentiques », catégorie aux contours assez flous. Néanmoins, elle va faire référence aux figures historiques du Panafricanisme. Aucun récit ne peut se passer de héros. Ils mobilisent la mémoire de héros aux destins tragiques, victimes de drames participant à l'intensité dramatique du récit : Thomas Sankara, Patrice Lumumba, à des degrés différents, Mouammar Kadhafi.

L'admiration pour les « hommes forts » est omniprésente. Vladimir Poutine, le président russe, mais aussi les figures de référence qu'ils se sont trouvés, des hommes d'État héritiers spirituels, selon eux, le combat de ces illustres disparus. Assimi Goïta, le président du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) malien, dont les photos sont toujours très soignées dans le magazine Kama Afrique. Il est l'expression d'une « Afrique affranchie [qui] renaît sous l'impulsion du combat panafricaniste. » (Kama,5). « Parlant du président Assimi Goïta nous savons tous que c'est le nouveau Thomas Sankara (Kama, 12) ». Des portraits élogieux des membres de son équipe gouvernementale, « les gardiens de la Nation, solidaires dans la démarche anti impérialiste », entendent susciter une certaine empathie, chez le lecteur, pour leur cause. Le Nous comprend, ensuite, ceux qui s'identifient à ce combat. Issus du public des réseaux sociaux, ces spectateurs choisissent de devenir les nouveaux acteurs d'une nouvelle lutte pour la souveraineté monétaire africaine. Un panafricain authentique doit, en effet, se battre pour la « mère-patrie », l'Afrique. À ces panafricains, s'adjoint une troisième catégorie dans cet axe du Bien, les puissances alliées, Russie voire Turquie.

Le « Eux », les « méchants » si l'on peut dire, constitue une catégorie tout aussi hétérogène et pourrait se subdiviser en deux sous-ensembles. Le premier comprend les « valets locaux » de la France et autres « nègres de service ». Cette sous-catégorie englobe « les élites africaines », les gouvernements « endogènes », les institutions monétaires sous régionales BCEAO et UEMOA. Néanmoins, sont nommément mis en cause les chefs d'États de la CEDEAO : Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Macky Sall du Sénégal, Nana Akuffo Ado du Ghana, véritable trinité du mal pour les activistes. Le président ivoirien en est le parrain, pour avoir réclamé des sanctions contre les militaires à l'origine du coup d'État au Mali en 2020 est devenu, « un imposteur au service de la Françafrique aux connexions lugubres (Kama 4) », « un satanique mafieux » à qui est reprocher des liens avec le trafic de drogue international. Quant au président ghanéen qui était, à son élection, l'exemple du panafricanisme financier en 2020, les sanctions adoptées par la CEDEAO contre les putschistes maliens, l'ont fait basculer dans le « camp du mal » avec ses homologues

53 Ewick Patricia, Silbey Susan S., « Subversive Stories and Hegemonic Tales: Toward a Sociology of Narrative », *Law & Society Review* 29, n° 2, 1995, p.197.

54 Siméant Johanna, « Enquêter au sein des militants sans frontières », Un Œil sur la Cité. Collectif, 2020, <https://spx.hypotheses.org/2884>.

55 Klotz Audie, Lynch Cecelia, *Strategies for Research in Constructivist International Relations*, International Relations in a Constructed World, Armonk, N. Y: M.E. Sharpe, 2007, p.74.

sénégalais et ivoirien. Depuis, sa place est occupée par le chef d'État bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embaló qui l'a remplacé à la tête de la CEDEAO. La seconde sous-catégorie est, évidemment, le camp français ou occidental qui se sert de ses « nègres de service » imposés par des mascarades électorales pour maintenir le continent dans la servitude. Pour Jacquemot, « le CFA est l'un des instruments de maintien en place de régimes « hors-sol », comme suspendus à l'ancienne métropole au-dessus de leurs propres populations.⁵⁶ » Ainsi, en jouant sur des airs populistes, la scandalisation va s'inscrire ici dans une controverse⁵⁷ avec trois parties impliquées : des héros, des méchants et le public en position de juge. Mais que doit juger ce dernier ? Jouant sur les logiques de l'émotion, l'élaboration de catégories de protagonistes appelle le spectateur à s'identifier à une des catégories présentées, donc à se choisir une identité de position.

2. La trame narrative, une réappropriation de l'histoire sur fonds de fierté africaine.

Les logiques de l'émotion renforcent le sentiment d'appartenance à une communauté de destin. Une tragédie en quatre actes des indépendances ratées apparaît : une France au sortir de la seconde guerre mondiale dit se débarrasser de son empire colonial (acte 1). Néanmoins, dans les coulisses, elle impose des chefs d'États fantoches qui préserveront ses intérêts en Afrique notamment par le biais de la monnaie unique (acte 2). Ces présidents africains, sûrs du soutien de la puissance française, s'enrichissent au détriment de leur population par une stratégie d'extraversion démocratique⁵⁸ (acte 3). Les mouvements sociaux de rejet du FCFA apparaissent pour restaurer la dignité perdue des peuples opprimés (acte 4). « Le sentiment d'appartenance au pays d'origine est à la source de leur engagement à l'échelle internationale⁵⁹ » car la lutte pour la reconnaissance des souffrances passées, s'inscrit dans un habitus de l'oppression et se convertit en un engagement pour une justice sociale mondiale.

« Disons non à la monnaie coloniale ». Ce commentaire illustre à lui seul la trame narrative du discours de contestation. Le Franc CFA, est perçu comme l'expression d'une continuité coloniale. Le dénoncer suppose la mobilisation d'un champ lexical de l'exploitation des peuples noirs : le nazisme monétaire, exploitation, souveraineté, monnaie commune sont des termes à connotation forte. Les États ouest-africains membres de la zone Franc, décrits non pas comme utilisateurs d'une certaine monnaie, mais bien comme des « consommateurs de Fcfa », traduisent une rhétorique de la servitude volontaire. « La CEDEAO perd sa crédibilité parce que aujourd'hui le peuple du Mali, du Burkina Faso, de la Guinée, ont compris que les actions des chefs d'États de la CEDEAO ne sont pas des actions dirigées pour aider les populations mais plutôt ce sont des actes qui sont dictés par la France (Kama, 8) » La logique socio discursive de la résistance à l'oppression, les réseaux de pouvoir, points d'appui de prise à cette résistance au sens de Foucault⁶⁰, permettent une appropriation de l'histoire

56 Il conteste cette assertion par ailleurs, voir Jacquemot, Pierre, « Le vrai-faux procès du franc CFA », *Revue internationale et stratégique*, vol. 109, n° 1, 2018, pp. 48-58.

57 Lemieux, Cyril, « À quoi sert l'analyse des controverses ? », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, vol. 25, n°1, 2007, pp. 191-212.

58 Pommerolle et Siméant, « L'internationalisation du militantisme en Afrique », *op.cit.*

59 Labelle Micheline, Rocher François, Field Ann-Marie, *Contestation transnationale, diversité et citoyenneté dans l'espace québécois*, Chicoutimi, Bibliothèque Paul-Émile Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi, 2018, p.76.

60 Foucault Michel, *Philosophie - Anthologie de Michel Foucault*, Paris, Gallimard, 2004, p.622.

coloniale notamment les contraintes sur les corps lors de la colonisation : les vaccinations forcées qui ont propagé des épidémies par exemple. Il s'agit ici de reprendre le contrôle de son destin en reprenant possession de l'histoire, sur les corps, les vies, les destinées, les cultures. L'enchevêtrement des revendications, et donc des luttes, interpelle. « La Françafrique c'est le FCFA, c'est les bases militaires françaises installées chez nous, c'est la langue, les centres culturels français, les écoles françaises dans nos pays (instruments d'assujettissement des esprits), c'est la fuite des capitaux, c'est le droit de veto de la France au conseil de sécurité de l'ONU, c'est la démocratie aux ordres de la France, c'est... » (MRPCFA, 13 décembre 2021).

Le Mouvement MRPCFA s'appuie ainsi sur des représentations sociales ancrées dans l'esprit de son auditoire, rendant vraisemblable son argumentaire. Si, les indépendances de 1960 n'étaient que des indépendances octroyées, des souverainetés plus politiques qu'économiques, le rejet du FCFA est conquête des indépendances monétaires et économiques sur le modèle de l'Afrique de l'Ouest anglophone, Nigéria en tête. Ainsi, le rejet du FCFA, synonyme d'une indépendance multiforme, signifie lutte pour une redéfinition de la souveraineté politique comme une « vraie » indépendance⁶¹. En effet, leur analyse de la souveraineté politique actuelle, envisagée à l'aune des performances des régimes démocratiques, rencontre des concepts classiques de la science politique. Si, la démocratie est diversement appréciée par les membres avec plus ou moi d'humour, « démocratie : démon crache ici » pour un autre, cette appréciation rencontre des constats plus sévères de paupérisation des populations, politique du ventre selon Bayart⁶². Autant de conséquences, pour ces entrepreneurs de problèmes, à une même cause : la démocratie, en panne, sur le continent. Le régime démocratique est toujours perçu comme « extérieur aux africains », conséquence d'une importation d'un système occidental⁶³ qui se traduit par les expressions : « la démocratie à l'occidentale », « chefs d'États imposés » ou « démocratie par procuration française ». Ainsi, les coups d'État au Burkina Faso et au Mali sont vus comme des actes de libération du joug colonial. Supporter ces héros que sont Assimi Goita et Mamadi Doumouya revient à participer à une lutte « néodécoloniale ». À l'exemple de ceux-ci, la jeunesse est appelée à l'action : « un jour viendra, la jeunesse panafricaniste se lèvera comme un seul homme et chassera pays par pays, les valets locaux sur le continent. Ce jour n'est pas loin » Revendiquer une identité revient à s'inscrire dans une lignée, une filiation historique et intellectuelle porteuse de réflexion sur les devenirs africains.

B. LES ENTREPRENEURS DE PROBLÈMES ET PRISES DE POSITION COMME CONCEPTEURS DES DEVENIRS AFRICAINS

Ici se raconte la fin de l'histoire. De quel devenir africain la fin du FCFA est-elle le nom ? Il ne faut pas longtemps pour comprendre que les membres de ces contestations rêvent d'une Afrique indépendante et panafricaine où la bonne gouvernance irait de pair avec développement économique affranchi des contraintes du FCFA. En véhiculant une vision positive de l'Afrique et de son devenir, les entrepreneurs de problèmes se muent en entrepreneurs de solutions. Néanmoins, ce sont des concepts aux contenus incertains.

61 Weber Cynthia, *Simulating Sovereignty. Intervention, the State and Symbolic Exchange*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995,

62 Bayart, Jean-François, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989. 439p.

63 Badie Bertrand, *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992, 334p.

1. La recontextualisation d'un idéal démocratique et panafricain.

L'occidentalisation de l'ordre politique montre ses carences pour les activistes qui le rejettent. Néanmoins, aucune alternative, un mode de gouvernement susceptible de la remplacer avantageusement, n'apparaît. A cette impasse, seul le coup d'État et le soutien aux militaires putschistes est proposé. Le renversement des régimes civils est vu comme un moyen de sortir de l'impasse démocratique, de changer de système et d'une classe politique corrompue par le biais de « dictateurs éclairés ⁶⁴ ». Or, ces coups d'État militaires interviennent dans des États (Burkina Faso, Mali par exemple) ayant expérimenté la transition démocratique, première phase dans le processus de démocratisation. Ainsi, une autre idée transparait celle de la bonne élection. Pour être légitime, il faut être bien élu. Pour les internautes, la bonne élection semblerait être celle qui ne souffre d'aucune fraude, mais aussi d'aucune contestation, « sans pertes de vies humaines ». Cette conception du processus électoral rejoint les analyses de Gazibo sur les évaluations substantielles des institutions aux tares récurrentes d'ailleurs relevées par les membres du groupe ⁶⁵. Ainsi, peu d'appels aux urnes même s'ils existent notamment pour soutenir les leaders authentiques de la souveraineté africaine. Néanmoins, si le « bon » panafricaniste vote, il se pose une question : les élections changent-elles les choses ?

Le bon panafricain est un homme nouveau, citoyen des États Unis d'Afrique. C'est un activiste, sensible aux tribulations des africains compris au sens large. Sont ainsi africains, les afro descendants qu'ils soient aux États-Unis d'Amérique ou en Martinique : « Le panafricanisme c'est l'Afrique et les descendants africains partout dans le monde. Ceux qui ne sentent pas concernés aujourd'hui par la ségrégation raciale dont sont victimes les noirs américains doivent chercher à connaître l'essence du panafricanisme [...] sans solidarité pas de salut pour la nation noire ». Un nationalisme de longue distance ⁶⁶ vu la position spatiale de ces activistes. Un versant économique du panafricanisme est développé avec le soutien du made in Africa, le boycott des produits importés et la promotion des entreprises 100% africaines, même si la définition de ce qu'est une telle entreprise n'est pas donnée. « Le panafricanisme priorise le Made in Africa... chose que la jeunesse panafricaniste ne doit jamais négliger ou oublier », « Ah bas (sic) la jeunesse hypocrite qui tend une main pour le panafricanisme et l'autre pour le néocolonialisme » « La lutte se fait aussi dans les portefeuilles, acceptons de participer financièrement au triomphe du panafricanisme ». Si le bon panafricain est un acteur engagé pour la libération du continent sous toutes ces formes, une question s'impose : Où sont les femmes africaines ?

Les femmes apparaissent peu dans cette mobilisation. 6% de ses followers sont des femmes indiquera Seydou Kalafo. La peur, pour Seydou Kalafo qui déplore ce manque d'engagement, mais aussi les conceptions sociales africaines selon lesquelles les femmes doivent « s'intéresser à leurs foyers... les femmes qui se sont lancées dans les choses comme ça ne sont pas très bien vues... Femme indépendante ça peut donner une autre image à la femme (ndla sous entendue une image négative dans la société africaine) » L'habitus du rôle des femmes dans la société les disqualifient de prime abord. Il existe pourtant des tentatives de recontextualisation du masculin et du féminin dans les sociétés africaines. À cet

64 Kohnert *op.cit*

65 Gazibo Mamoudou, « Democracy and the question of its feasibility in Africa », in Nic Cheeseman, (ed), *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, Oxford University Press, 2019, <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.702>

66 Koinova, *op. cit.*, p.599.

égard, il faut souligner la tentative de réflexion afrocentrique féministe portée par la deuxième épouse de Kemi Séba, Natou Pedro Sakombi. D'abord, au sein de son magazine « Reine et Héroïnes d'Afrique », puis dans ses livres notamment le *Maternisme* tome 1 et 2, *the sexy black historian*, comme elle se surnomme, développe une réflexion autour du maternisme conceptualisé par la poétesse et activiste nigériane, Catherine Acholonu Obianuju⁶⁷. « Est materniste toute personne, homme ou femme, engagée dans la survie de la Terre-Mère en tant qu'entité prônant l'amour, la tolérance, le service et la coopération mutuelle des sexes dans une logique de complémentarité. » Courant opposé aux théories féministes occidentales, réifiant la maternité quand les théories occidentales supposément prônent l'individualisme, postulant, un peu vite, une égalité homme-femme dans l'Afrique précoloniale, la colonisation y est perçue comme un évènement traumatisant reléguant la femme aux « antipodes de sa place au sein des anciennes sociétés africaines qui lui concédaient une place primordiale, voire sacrée. (MA,16) » En effet, la femme africaine est l'héritière d'une lignée divine combinant les panthéons égyptien et yoruba, convoquant tout aussi bien les déesses Maat que Yemaya. La réappropriation de l'histoire mais aussi des religions par les femmes africaines suppose de renoncer à « cette castration morale [voulant] creuser un énorme fossé entre la femme africaine et l'homme africain » tout en faisant « renaître une Terre-Mère meurtrie et pillée, après avoir été violée par des envahisseurs intéressés. (MA,76) » Cette unification des traditions africaines renvoie, pourtant, à une unicité d'un peuple noir, point de vue critiquable car ramenant à l'essentialisation du continent, ce dont se défend justement Natou Pedro Sakombi.

Néanmoins, la préoccupation essentielle de ce discours reste la monnaie et le devenir de celle-ci en Afrique de l'Ouest mérite d'être examiné.

2. L'avenir de la monnaie en Afrique de l'Ouest.

L'avenir de la monnaie en Afrique de l'Ouest nécessite un état des lieux des politiques existantes. Si la contestation contre le Franc CFA mobilise les avatars de la colonisation, à aucun moment, les raisons de sa nocivité ne sont données par les entrepreneurs en position dominante. Ainsi, en la matière, les activistes des réseaux sociaux restent silencieux. Un seul post pour le MPRFCFA, rien dans les différents numéros du magazine. La revue des post semble indiquer que la dangerosité du Franc CFA est liée au compte d'opération : « ...en 2017, j'étais en train de lire sur la dévaluation en zone CEMAC, j'en avais ras le bol du compte d'opération » confie Seydou Kalafo sur l'origine de son engagement. De fait, les États membres de la zone franc garantissent la valeur du franc CFA et sa parité fixe avec le franc français puis l'euro en centralisant « leurs réserves de change auprès de leur banque centrale, lesquelles sont tenues d'en déposer 50 % auprès du Trésor français sur un compte d'opérations ouvert au nom de chacune d'elles⁶⁸. »

Ce montant est le nœud de la contestation, car assimilé à une spoliation intolérable des ressources de pays déjà très pauvres. C'est à ce stade du discours que les conservateurs apparaissent, car cet asservissement supposé par le compte d'opération est, pour eux, un « fantasme ». Des arguments de stabilité monétaire et de maîtrise de l'inflation sont mis

67 Obianuju Acholonu Catherine, *Motherism: The Afrocentric Alternative to Feminism*, Afa Publications, 1995, 144p.

68 Tinel Bruno, « Le fonctionnement des comptes d'opérations et leur rôle dans les relations entre la France et les pays africains » in Martial Ze Belinga, Bruno Tinel, Demba Moussa Dembélé et Kako Nubukpo (dir.), *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le franc CFA ?*, Paris, La Dispute, 2016, pp. 101-122, halshs-01391233.

en avant⁶⁹. Selon, l'État français, en effet, « en cas de choc sur la balance des paiements et d'épuisement des réserves de change, c'est sur ce compte que la BCEAO peut devenir débitrice afin de s'assurer de l'approvisionnement de devises, à un taux fixe garanti à l'avance, pour maintenir la position financière extérieure de l'UMOA »⁷⁰. Les causes du sous-développement est à rechercher ailleurs : « la faible diversification des économies, le climat des affaires incertain ou encore l'insuffisante qualité de l'éducation, de la gouvernance et des infrastructures », avant de conclure que « La monnaie ne peut pas tout ». Ainsi, pour le président béninois, Patrice Talon, le Franc CFA est « moins un problème technique que psychologique », ou répondant à la « géopolitique des émotions » selon rapporteur à la commission spéciale du Sénat français sur le Franc CFA⁷¹.

Après tous ces développements contre la consommation du Franc CFA, une réflexion sur les alternatives possibles semble nécessaire pour convaincre le public. Concernant l'avenir monétaire de la sous-région ouest africaine, seul le rejet de l'Éco, apparaît dans le discours. Cette nouvelle monnaie commune à la zone CEDEAO, devant remplacer le franc CFA pour les pays membres de l'UEMOA y est dépeinte comme dangereuse. De fait, la décision unilatérale des pays « consommateurs de Franc CFA » de transformer le nom du FCFA en « Éco » apparaît maladroite. Dans le discours du MPRFCFA, elle devient un « Éco français », « un FCFA bis », véritable cheval de Troie, ayant pour but d'étendre ce système de servitude à la zone anglophone. Argument simpliste s'il en est, vu l'existence d'une littérature abondante sur la question. Cette littérature scientifique, très technique, n'est peut-être pas à la portée de tous et il faudrait la vulgariser. Néanmoins, ni la fin des comptes d'opérations annoncée en 2022, ni l'amorce d'une mise en œuvre de l'Éco n'ont mis un terme à cette polémique sur la monnaie en Afrique de l'Ouest, bien au contraire. La contestation s'autonourrit participant d'une histoire sans fin.

CONCLUSION

Cette étude s'interrogeait sur la construction des mobilisations transnationales de contestation du franc CFA. Pour y répondre, deux axes sont examinés par le biais des logiques de champ. D'abord, le champ contestataire des mobilisations transnationales, champ transversal, transcende les divisions entre international et national, et s'appuie dans le cas particulier du FCFA, d'un échelon régional. De ce fait, les mobilisations proviennent de coalitions d'acteurs divers (communautés d'activistes de la diaspora, communautés épistémiques, communautés d'acteurs politiques) dont les positions et prises de positions dans le champ s'entrecroisent et s'affrontent sur les différents échiquiers évoqués. Ces communautés d'acteurs construisent, ensuite, un discours mobilisateur de lutte qui, pour être producteur de réalité, doit entrer en résonance avec l'habitus de l'oppression et des résistances en Afrique. L'interprétation du réel proposée par les communautés les plus

69 Voir l'interview accordée à Jeune Afrique par Tiémoko Meyliet Koné, actuel vice-président ivoirien et ancien gouverneur de la BCEAO, Ballong Stéphane, « Tiémoko Meyliet Koné, gouverneur de la BCEAO : « Le franc CFA est géré par les Africains », *Jeune Afrique*, 15 novembre 2016, <https://www.jeuneafrique.com/mag/371694/economie/tiemoko-meyliet-kone-gouverneur-de-bceao-franc-cfa-gere-africains/>

70 Assemblée Nationale française, « Projet de loi n° 2986 autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine », Assemblée nationale, 20 mai 2020, https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2986_projet-loi.

71 Sénat français, *Rapport d'information n° 729 de Mme Nathalie GOULET et M. Victorin LUREL*, Commission des finances, 30 septembre 2020, <https://www.senat.fr/rap/r19-729/r19-729.html>

audibles s'impose dans l'espace public et les agendas politiques permettant une réflexion sur des devenirs africains possibles.

Les modes de cheminement de cette stratégie de persuasion, sa diffusion, convertissent des entrepreneurs de problèmes en guides d'opinion dont les prises de position sont écoutées par leurs communautés. Cette monopolisation des ressources discursives par les activistes de la diaspora, loin d'être ignorées par les grandes puissances, est au contraire réinvestie au service d'une propagande politique. La finalité d'une telle récupération se devine dans la mobilisation de soutiens de pays africains au sein des instances internationales mais en tant qu'opportunités économiques. Néanmoins, les communautés diasporiques en retirent également un avantage par l'élargissement de leurs réseaux donc de leurs ressources politiques, économiques mais également de légitimité auprès de leur audience en tant que représentant d'un continent ou d'un peuple.

Si la position entraîne prises de position pour Bourdieu, le récit est le produit de luttes de définition au sein du champ servant à construire, asseoir la position dominante de ceux qui justifient d'une « appartenance véritable au champ ». Une limite de l'étude tient ainsi au terrain étudié, les réseaux sociaux, invisibilisant la contribution des acteurs universitaires et institutionnels à la construction d'une contestation du FCFA. Si cet apport apparaît en filigrane, notamment dans les divisions entre communautés, il mérite une plus grande attention. Leur expertise permet, en effet, la mise en politique publique d'une sortie rationnelle du Franc CFA. Les activistes restent muets sur la question, faiblesse cruciale de leur argumentaire. À ce stade, les États et les communautés scientifiques moins audibles reprennent la main et proposent des plans de sortie de la monnaie.

« Il faut reconnaître que la France a perdu la bataille de l'image et que l'affirmation de la dimension identitaire s'effectue à ses dépens » affirmait le rapporteur Vincent Lurel, lors de la commission du Sénat français du 30 septembre 2020. Le franc CFA est plus vraisemblablement victime d'une agrégation des mécontentements liés aux différents problèmes de gouvernance de la sous-région. Les mouvements de contestation du Franc CFA postulent que la fin du CFA entrainera la fin de la servitude monétaire et politique. En décolonisant l'Afrique, il s'agit de (re)trouver une identité africaine. Ainsi, cette interrogation sur la zone franc et son devenir ne doit pas faire écran à l'enjeu fondamental qui la porte *in fine* : le « projet d'écriture de l'État⁷² », l'épineuse construction des États africains et des identités nationales. Concernant l'identité, pour Renan, la nation est une communauté qui accepte de se remémorer ensemble et d'oublier ensemble, tandis que pour Anthony Appiah⁷³ elle est un ensemble de mensonges qui nous unissent. Par conséquent, seul le pouvoir de nomination de l'État peut amorcer le processus de création des nations, des identités et des mémoires, que cette question de la contestation du FCFA interpelle, pour une nouvelle « invention de l'Afrique. »⁷⁴

72 Weber Cynthia, *op.cit.*, 1995

73 Appiah Kwame Anthony, *The Lies that Bind: Rethinking Identity*, New York, W. W. Norton, 2018, 256 p.

74 Expression empruntée à Mudimbe Valentin-Yves, *L'invention de l'Afrique. Gnose, philosophie et ordre de la connaissance*, Paris, Présence africaine, 2021, 520 p.